

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

S/FIN/M/3

29 mai 1995

(95-1464)

Comité du commerce des services financiers

RAPPORT DE LA REUNION TENUE LE 18 MAI 1995

Note du Secrétariat

1. Le Comité du commerce des services financiers a tenu sa troisième réunion le 18 mai 1995 sous la présidence de M. Frank Swedlove (Canada). Les débats se sont fondés sur l'ordre du jour contenu dans l'aérogramme WTO/AIR/80.
2. Le Président a d'abord fait savoir au Comité que le rapport intitulé "Etat d'avancement des négociations sur les services financiers", qui avait été approuvé à la réunion précédente, avait été adressé sous la cote S/FIN/1 au Conseil du commerce des services qui devait l'examiner à sa réunion formelle du 30 mai.
3. Après qu'il eût été convenu d'accorder le statut d'observateur à la République de Lettonie, le Président a fait le point de la situation en ce qui concerne les projets de listes révisées d'engagements et de listes révisées d'exemptions de l'obligation NPF, qui devaient être présentés pour le 8 mai. Au total, 15 projets de listes révisées avaient été présentés. Il s'agissait de ceux de l'Afrique du Sud, de l'Australie, du Brésil, du Canada, de la Colombie, de la Communauté européenne, de la Corée, des Etats-Unis, de Hong Kong, du Japon, du Mexique, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, de la République dominicaine et de la Suisse. Le Chili, la Pologne et le Venezuela avaient communiqué leurs intentions par écrit.
4. Le Président a invité les délégations qui avaient présenté des projets de listes révisées d'engagements et de listes révisées d'exemptions de l'obligation NPF à expliquer la teneur de leur offre.

Le Brésil a indiqué qu'il entendait éliminer de sa liste trois restrictions au traitement national, à savoir: la limitation concernant l'exploitation par les banques étrangères de réseaux individuels de guichets automatiques; la prescription selon laquelle les succursales de banques étrangères devaient avoir un capital versé et un actif net équivalant au double de ceux des banques nationales; l'obligation de réciprocité imposée aux fournisseurs étrangers à la fin du Cycle d'Uruguay. Il réintroduirait également la réassurance dans son offre. Le délégué brésilien a dit, au nom du Ministre des finances, que son pays était fermement décidé à améliorer l'accès des établissements financiers étrangers à son marché. Cet objectif serait atteint en liaison avec le programme de privatisation du secteur public qui devait être adopté formellement d'ici à la fin des négociations en cours sur les services financiers.

Le Canada a indiqué qu'il étendait le traitement NPF à tous les Membres de l'AGCS, et précisé la prescription en matière de résidence applicable aux directeurs des banques et des compagnies d'assurances et compagnies de fiducie et de prêt constituées en vertu de la Loi fédérale.

Les Etats-Unis ont indiqué que, dans leur offre, ils avaient éliminé l'exemption de l'obligation NPF existante et apporté les changements correspondants pour consolider les nouvelles modalités concernant l'admission, l'expansion des opérations et les nouvelles activités. Ces changements revenaient à consolider des améliorations sensibles en garantissant un nouvel accès aux entreprises de services

financiers, en consolidant le traitement national pour ce qui était des nouvelles possibilités offertes aux banques d'étendre leurs activités existantes en vertu de la nouvelle Loi sur les activités bancaires inter-Etats, et en garantissant le traitement national pour les avantages qui découleraient d'une éventuelle réforme de la Loi Glass-Steagall qui permettrait des liens plus étroits entre les activités bancaires, les transactions sur titres et autres services financiers. Dans le domaine de l'assurance, plusieurs catégories de services auxiliaires et l'intermédiation avaient été inclus dans la liste, de même que certaines modifications de mesures prises au niveau des Etats.

Le Japon a expliqué que, tout en maintenant ses engagements fondés sur la règle NPF, il apporterait à sa liste les améliorations suivantes: suppression des limitations relatives au Mode 3 pour les services bancaires et d'autres services financiers en ce qui concerne l'établissement des filiales et succursales, l'expansion des opérations existantes ou les nouvelles activités; actualisation des engagements concernant les services d'assurances; et amélioration des engagements relatifs au Mode 2 pour les activités bancaires de manière à tenir compte des faits nouveaux intervenus récemment sur les marchés financiers qui pourraient être interprétés comme la multilatéralisation des résultats des négociations bilatérales entre le Japon et les Etats-Unis, dans les cas où cela serait nécessaire. Le Japon a aussi souligné l'importance du principe NPF et s'est félicité de ce que de nombreux pays avaient éliminé leurs exemptions conditionnelles de l'obligation NPF.

L'Australie avait précisé ce que signifiait la prise en compte des intérêts nationaux dans le processus d'approbation des investissements étrangers. Elle n'utiliserait pas cet élément pour refuser l'accès. Une autre précision avait été apportée au sujet de la Loi sur les banques (actionnariat) qui était un instrument prudentiel. La participation étrangère à cent pour cent était possible dans toutes les banques à l'exception des quatre plus grandes.

La Corée avait offert de consolider le relèvement du plafond des investissements étrangers, porté de 10 à 15 pour cent, la suppression d'une prescription selon laquelle il fallait ouvrir des bureaux de représentation avant de pouvoir établir des succursales bancaires ou des sociétés de placement, et la suppression de l'examen des besoins économiques en ce qui concerne la présence commerciale des sociétés de placement. La limite en matière de dotation en capital des succursales de sociétés de placement étrangères serait aussi abaissée.

La Communauté européenne a indiqué que son offre avait été étendue pour tenir compte de l'élargissement de la Communauté européenne qui comprenait maintenant 15 Etats Membres. Elle consolidait le traitement national en ce qui concerne le droit d'établissement pour toutes les formes de présence commerciale et les conditions d'exploitation des entreprises établies. Elle garantissait la licence ou le passeport unique qui permettrait aux entreprises étrangères de fournir des services transfrontières et d'ouvrir des succursales dans tous les Etats Membres.

5. Le Président a ensuite invité les délégations qui n'avaient pas encore présenté leurs intentions par écrit ou des projets de listes révisées à faire part de leurs intentions.

La Thaïlande a indiqué qu'elle entendait libéraliser son système financier pour ce qui était des opérations bancaires et des transactions sur titres et qu'elle présenterait des projets de listes finales révisées pour la date fixée, à savoir le 15 juin.

Le Président a exhorté les participants qui n'avaient pas encore présenté leurs intentions par écrit ou leurs projets de listes révisées à le faire d'urgence.

6. Au sujet de l'avancement des négociations bilatérales, le Président a souligné que le calendrier convenu à la première réunion du Comité devait être respecté et que les efforts devaient s'intensifier si l'on voulait que les négociations aboutissent.

Une délégation a dit que, bien qu'elle ait apprécié les efforts faits par d'autres participants aux négociations pour améliorer leurs offres, l'objectif fixé était loin d'être atteint. Les offres de nombreux pays ne prévoyaient pas l'élimination d'obstacles importants à l'accès aux marchés et au traitement national. Les pays n'avaient pas tous présenté des offres révisées et certains engagements pris au plan bilatéral n'avaient pas encore été inclus dans les listes. Il était indispensable que les participants n'attendent pas le dernier moment pour présenter leurs offres révisées; tous les renseignements devaient être communiqués pour le 15 juin afin que des décisions puissent être prises en connaissance de cause. L'objet des négociations était toujours d'arriver, dans le cadre de l'OMC, à un accord sur une base NPF qui prévoie un accès aux marchés et un traitement national pour ainsi dire complets. Si cet objectif ne pouvait pas être atteint, le pays en question ne pourrait pas maintenir son offre. Il n'avait pas abandonné et continuerait à faire tout ce qu'il pouvait, avec les autres participants, pour que l'on arrive à un accord qui garantisse l'ouverture des marchés. La situation était contrastée mais il devait être possible d'achever les négociations de manière harmonieuse et d'arriver à un ensemble d'offres substantielles.

Une autre délégation a dit qu'il y avait des signes d'évolution encourageants mais que le degré ou l'effort d'amélioration était encore très variable selon les participants. Des contributions de tous seraient un élément décisif qui permettrait aux négociations d'aboutir d'ici à la fin de juin. Une autre délégation a fait une déclaration analogue et dit qu'il y avait eu des signes manifestes d'évolution dans le bon sens mais que des progrès restaient à faire. Cette délégation a aussi indiqué qu'elle était préoccupée par le fait que les initiatives prises pour multilatéraliser un certain nombre de mesures importantes dans le domaine de l'assurance et d'autres services financiers devaient être complétées par d'autres mesures qui devraient aussi être multilatéralisées de manière appropriée. Des problèmes graves subsistaient en ce qui concerne l'accès aux marchés.

La République tchèque a indiqué qu'elle avait mené des consultations bilatérales fructueuses avec plusieurs pays, qui avaient abouti à une amélioration de son offre. Elle espérait présenter sous peu ses intentions écrites et un projet de liste révisée.

Une autre délégation, qui pensait comme d'autres que des éléments très positifs s'étaient fait jour dans les négociations, s'est dite vivement préoccupée par les perspectives qui s'offraient. Il était inacceptable que des délégations n'aient pas inscrit dans leur liste des mesures de libéralisation qui faisaient déjà l'objet des textes législatifs de leurs pays. Il a été demandé que ces pays indiquent dans leur liste les régimes existants ainsi que les mesures de libéralisation. Accorder un niveau d'accès au marché raisonnable pouvait signifier échelonner l'accès sur quelques années.

7. Une délégation a souligné que l'aboutissement des négociations sur le mouvement des personnes physiques d'ici la fin de juin était aussi important que l'achèvement des négociations en cours sur les services financiers. La Décision ministérielle sur les négociations sur le mouvement des personnes physiques reconnaissait qu'il importait d'arriver à des niveaux d'engagement plus élevés concernant le mouvement des personnes physiques afin d'assurer un équilibre des avantages au titre de l'AGCS. Il était nécessaire de faire le point simultanément des négociations sur les services financiers et des négociations sur le mouvement des personnes physiques. La délégation en question trouvait que les partenaires commerciaux de son pays ne répondaient pas suffisamment à ses préoccupations. Si les grands partenaires commerciaux n'arrivaient pas à des niveaux d'engagement plus élevés dans le domaine du mouvement des personnes physiques, le pays en question aurait du mal à maintenir son offre au sujet des services financiers.

8. Le Président a noté que plusieurs délégations avaient dit qu'elles souhaitaient que d'autres entretiens bilatéraux soient organisés au moment de la réunion suivante du Comité, prévue pour le 7 juin, et que ces entretiens pourraient effectivement avoir lieu.

9. Au sujet des questions de procédure, le Président a relevé que la Seconde annexe sur les services financiers disposait que le Conseil du commerce des services devrait établir toutes procédures nécessaires à la modification des listes. Toutefois, il pourrait être utile que le Comité examine ces questions pour aider le Conseil à cet égard. C'était le délégué du Japon qui avait parlé de la nécessité de cet examen à la première réunion du Comité.

10. A la demande du Président, le Secrétariat a brièvement présenté un projet de protocole qui devrait être convenu à l'achèvement des négociations en cours. Il couvrirait certaines décisions importantes en matière de procédure qui devraient être prises en ce qui concerne l'acceptation des résultats négociés par les Membres et l'entrée en vigueur de ces résultats. Il proposait une solution pour donner un caractère formel aux engagements qui seraient pris dans les négociations. Un tel document était jugé nécessaire pour rendre ces engagements juridiquement contraignants au plan multilatéral. Ce protocole n'aurait à être signé que par les pays qui prendraient des engagements en matière de services financiers dans le cadre des négociations en cours et les engagements révisés remplaceraient les engagements existants à la date d'entrée en vigueur du Protocole pour le pays en question. L'approche adoptée dans le projet en ce qui concerne la date d'entrée en vigueur du Protocole permettrait de mettre en oeuvre rapidement les nouveaux engagements chaque fois que cela serait possible, tout en laissant le temps aux pays d'accomplir d'éventuelles formalités de ratification interne. Au cours des débats, des questions ont été soulevées au sujet du traitement des exemptions de l'obligation NPF qui avaient été suspendues jusqu'à la conclusion des négociations en cours. Il a été dit que si ces exemptions devaient entrer en vigueur pendant la période qui s'écoulerait entre l'expiration de la suspension et l'entrée en vigueur des nouveaux engagements, il pourrait y avoir incompatibilité entre les exemptions et les engagements inscrits dans les listes. On a jugé qu'il fallait réfléchir encore à ces questions et y revenir à la réunion suivante du Comité. Toutes les suggestions seraient ensuite soumises au Conseil du commerce des services lorsqu'il s'agirait de prendre une décision ferme au sujet du protocole.

11. Le Président a rappelé aux délégués que les négociations en étaient aux tout derniers stades. Il a mentionné une observation faite par le Directeur général, M. Renato Ruggiero, qu'il avait rencontré la veille. M. Ruggiero avait fait part de son vif intérêt pour les négociations sur les services financiers et avait encouragé tous les participants à faire le maximum pour arriver à un résultat positif d'ici la fin de juin. La réunion suivante du Comité aurait lieu le 7 juin dans l'après-midi au niveau des hauts fonctionnaires. Ce serait la dernière réunion du Comité avant le 15 juin, date limite pour la présentation des projets de listes finales d'engagements d'exemptions de l'obligation NPF. Le Président a invité instamment les participants à ne ménager aucun effort pour faire aboutir les négociations.